



Couronnant les contre-réformes successives d'Allègre, Fillon, Chatel, Pécresse-Fioraso, Peillon¹, *le tandem Valls/Vallaud-Belkacem s'acharne sur le collègue*, « ce pelé, ce galeux d'où nous vient tout le mal ». Le sempiternel verbiage social-démocrate sur l'« égalité » habille de rose une réforme qui achèverait de *ghettoiser le second degré public* en aggravant la fuite des classes moyennes vers l'enseignement privé.

Le *démontage des disciplines scolaires* sous couvert d'*interdisciplinarité au rabais*, la *baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires*², l'*alourdissement des obligations de service*, le *report progressif à 67 ans des départs en retraite*³, l'imposition du *new management public*⁴, le *tout-apprentissage* revendiqué par le patronat, l'*accroissement du pouvoir des chefs d'établissement* et d'une myriade d'apprentis-chefaillons arrivistes *tutorant* leurs collègues, tout cela prend un *sens politique global*. Le but du *Parti Maastrichtien Unique*, ce *PMU* composé du PS et du parti sarkozyste est en effet d'*aligner notre école sur l'anti-modèle anglo-saxon*, de dévaluer les qualifications pour comprimer le « coût » du travail, bref, de *consolider une école duale entièrement dévouée au capital*. Dans le premier degré, les *rythmes Peillon* visent surtout à *dénationaliser l'école* en engageant sa *municipalisation*. Au collège, la *Young leader NVB*⁵ supprime, non les sureffectifs de classe, ni les incivilités qui se généralisent sous l'œil complice des « autorités »⁶, mais l'enseignement du plurilinguisme⁷ et l'ancrage sur des savoirs forts et identifiés : *compétences jetables, socle commun minimaliste, brevet dévalué...*

Quant au *lycée*, il cesserait de déboucher sur un *bac national* conçu comme le premier grade universitaire étalonnant les conventions salariales, mais sur diplôme de fin d'études obtenu à l'arrache sur *contrôle continu local*, avec d'énormes disparités territoriales et sociales. Le comble de l'hypocrisie est atteint quand les eurocrates qui massacrent l'école républicaine bourrent le crâne des gosses avec un *prêchi-prêcha pseudo-« citoyen » sur fond de flicage idéologique*⁸.

Cette *casse de l'Education nationale* n'est que la *déclinaison scolaire d'un plan global porté par l'oligarchie « française » à l'encontre de la Nation*. Car le MEDEF veut ouvertement « *démanteler les acquis du CNR, ce compromis entre gaullistes et communistes à une époque où le PCF obtenait 30% des voix* »⁹ ; il veut substituer à la République française¹⁰ des « *Etats-Unis d'Europe* » insérés dans l'*Union transatlantique* sous pilotage américano-berlinois ; à la clé, une « *reconfiguration des territoires* » liquidant les communes et *lândérisant* l'ex-République une et indivisible¹¹. *En liquidant la nation, le MEDEF obtiendrait une revanche historique sur le camp du Travail* : car l'euro-régionalisation en cours de l'Etat-Nation permettrait de supprimer le SMIG national, les conventions collectives, le statut des fonctionnaires (garantie de l'emploi, libertés professionnelles), le Code du travail et les services publics d'Etat, etc. La casse scolaire n'a donc rien d'une « aberration » ; accompagnant les délocalisations industrielles qui déstabilisent le *produire en France*, elle forme l'élément central du *démontage de la nation issue du CNR* et de 1789 ; quant au FN, il verrouille ce dispositif antinational, dictatorial et anti-ouvrier en

rabattant l'électorat populaire vers un nationalisme xénophobe qui n'est rien d'autre qu'une autre façon de *faire exploser notre pays*.

Dans ces conditions, *il est suicidaire d'en appeler à l'introuvable « Europe sociale »*, comme ne cessent pourtant de le faire le Front de gauche et Europe-Ecologie. L'U.E., l'OTAN qui la coiffe militairement et la monnaie unique qui la cadennasse budgétairement, ont été conçus de A à Z pour stranguler les acquis sociaux, briser les nations souveraines et *prohiber le socialisme*. Le très totalitaire article VI de Maastricht, relayé par la constitution européenne et par le Traité de Lisbonne, dispose en effet que l'UE « *est une économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée* ». Ainsi les Traités européens¹² interdisent-ils aux peuples, non seulement d'opter pour le socialisme, mais d'engager une esquisse de politique keynésienne : *Syriza en fait l'amère expérience en Grèce !*

Réactualisant l'héritage du PCF ouvrier, patriote, marxiste et internationaliste de 1936 et de la Résistance antifasciste, le PCRF est donc fondé à appeler le peuple français à *sortir du broyeur européen par la voie progressiste* : sur la base des principes impérissables du CNR¹³ sortons notre pays de l'euro, de l'UE, de l'OTAN – cette machine qui prépare la guerre contre la Russie et les autres BRICS ; *in fine*, sortons du capitalisme qui n'est plus porteur que de régressions sociales, de fascisation, d'explosion des inégalités et de « choc des civilisations » entre le bloc euro-atlantique et la majorité des peuples de la terre.

Je m'abonne à Initiative Communiste journal mensuel du PCRF

- Offre découverte: 3 mois gratuits; sans aucune obligation d'achat!!!
- Un an = 22 euros (18€ chômeur / étudiant)
- 6 mois = 12 euros (10€ chômeur / étudiant)

Nom: Prénom:
 Courriel:
 Tel:/...../...../..... Adresse:
 CP: Ville:

Chèque à l'ordre d'Initiative Communiste à adresser au journal: BP 30111, 62802 LIEVIN Cedex

Pour briser la tenaille, il faut opérer un retour critique sur ce qu'on entend par « gauche » dans ce pays. Depuis Mitterrand, on a enseigné aux jeunes – et trop d'enseignants colportent ce mensonge ! – que les communistes français sont des affreux jojos¹⁴, que le pays de Stalingrad – qui nous a libérés du nazisme au prix de 27 millions de morts soviétiques !!! – est l'égal du Troisième Reich, que *la France a tout faux* et que l'UE atlantique garantit la « paix », que les révolutions sont une aberration, que Robespierre – le fondateur de la République – était un monstre, que Marie-Antoinette était une brave fille, que nous sommes tous « Charlie »... et qu'au nom de la liberté d'expression défendue par Charb, le premier prof ou le premier élève qui émettent des réserves devraient illico être signalés à notre police bien-aimée ! Dans l'immédiat, *les enseignants du PRCF appellent leurs collègues à :*

● *Refuser de se laisser insulter, que ce soit par la droite, par les médias, ou par certains élèves conditionnés à mépriser*

les profs. Nul enseignant, nul ATOS n'est payé pour se faire humilier ou violenter. Faisons bloc avec tout collègue victime d'incivilité, dénonçons les hiérarchies qui couvrent les agressions et qui expliquent au prof agressé qu'il est « mauvais pédagogue ». Du reste quand les profs réagissent solidairement, la quasi-totalité des élèves – premières victimes du climat de « foutoir » scolaire – les soutient !

● *Défendre les savoirs disciplinaires : quelles que soient nos méthodes pédagogiques, continuons d'instruire, de démontrer en maths, d'expérimenter en physique ou en SVT, d'enseigner la grammaire et la littérature françaises, d'éclairer sans préjugés l'histoire, d'étudier les L.V. dans leur complexité, de faire vraiment de l'EPS, et non du loisir ou de la « santé », etc., bref résistons dignement à l'entreprise visant à dés-éduquer la nation et à abêtir la jeune génération.*

● *Se syndiquer, participer aux grèves et aux manifés tout en demandant des comptes aux états-majors syndicaux : sans parler de l'UNSA et de la CFDT, véritables pépinières des contre-réformes, refusons que nos syndicats accompagnent la casse du « bienveillant » PS et de sa mensongère Europe sociale. Trêve de « Pour »¹⁵ systématique, réapprenons à dire clairement NON !*

Enseignants, TOSS, rejoignons le PRCF. Tant qu'il y avait en France, autour du PCF et de sa revue L'Ecole et la Nation, une recherche progressiste sur la pédagogie et l'école du socialisme, les casseurs d'école reculaient. Reconstituer un vrai PCF, construire une école enfin républicaine et agir pour la transformation révolutionnaire du pays, c'est là un seul et même combat.

1. Alignement de l'Université française sur le modèle néolibéral U.S..
2. Salaires bloqués depuis 2008 au nom de l'euro et du remboursement de la « dette souveraine » (sic) aux « marchés financiers ».
3. Accords européens de Barcelone signés par Jospin en 2002.
4. Et vive la langue française piétinée par nos élites... Casse de l'Education nationale, de la République et du français, tout cela est tristement cohérent...
5. Ils sont plusieurs au gouvernement à s'être fait payer leurs études par les USA et à n'avoir plus rien à leur refuser en matière d'atlantisme et de passage au « tout-anglais » transatlantique...
6. Au contraire, on nous demande d'être de plus en plus « bienveillants » au profit de certains élèves qui pourrissent la vie de classes entières. En quoi ce comportement masochiste qui sacrifie la MAJORITE des élèves serait-il « républicain » et « démocratique » ?
7. Au profit du tout-anglais : à l'arrière-plan les négociations secrètes de l'U.E. avec les U.S.A. pour mettre en place le dévastateur Grand Marché Transatlantique, avec son marché unique, sa politique unique et sa langue unique...
8. La directrice politique de l' « information » sur France II a sommé à l'antenne les enseignants de « repérer » ceux qui, dans les classes, refuseraient de se dire « charlies ». Quelle insulte pour Wolinski ! Déjà des profs de philo sont inquiétés par des rectorats pour cause de propos politiquement incorrects...
9. Dixit Denis Kessler, l'idéologue du MEDEF, ex-dirigeant maoïste, dans un éditorial fameux de « Challenges », nov. 2007.
10. Au moins en principe et sur le papier, ce qui n'est pas rien !
11. Tout cela figure noir sur blanc dans le Manifeste Besoin d'aire publié par le MEDEF en décembre 2011.
- 12.... qui ne sont modifiables qu'à l'unanimité des 27 Etats, tous ultralibéraux, sociaux-libéraux ou carrément fascistes : Hongrie, Pays Baltes, etc.
13. : indépendance nationale et coopération mondiale entre Etats souverains, démocratie, rôle central du monde du travail dans la vie politique, nationalisation des banques et des entreprises stratégiques, Sécurité sociale digne de ce nom...
14. Dans les manuels d'histoire perclus d'anticommunisme, on « oublie » de dire que la Sécu et les retraites par répartition ont été créées par le ministre communiste Ambroise Croizat (1945/47), que les nationalisations furent l'œuvre du communiste Marcel Paul, que le statut de la fonction publique porte la signature de Maurice Thorez... Sur le plan international, il n'est pas nécessaire d'idéaliser l'URSS pour constater que sa disparition a permis une énorme victoire mondiale au camp du capital : la mondialisation capitaliste et la « construction » européenne sortent tout droit de cette contre-révolution. On ne peut avancer d'un pas dans les luttes sociales si l'on croit que l'anticommunisme et l'antisoviétisme sont « progressistes ».
15. C'est le nom de la revue de la FSU. Mais qu'est-ce qu'un syndicat qui s'oblige d'avance à être toujours « pour » ?

REJOIGNEZ LE PRCF!

Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

CP: _____ Ville: _____

Courriel: _____ Téléphone: _____

A renvoyer à PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux